

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/301

21 septembre 2001

(01-4511)

Conseil du commerce des marchandises

Original: français

DEMANDE DE DÉROGATION PRÉSENTÉE PAR LA CÔTE D'IVOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE IX DE L'ACCORD SUR L'OMC EN CE QUI CONCERNE LES VALEURS MINIMALES RELEVANT DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DU GATT DE 1994

La Mission permanente de la Côte d'Ivoire a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 septembre 2001.

Comme suite à la décision G/VAL/32 prorogeant jusqu'au 30 juin 2001 la période de transition pour l'application de la valeur en douane accordée à la Côte d'Ivoire, et conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane, la Côte d'Ivoire souhaite émettre une réserve au titre de ce paragraphe afin de continuer à utiliser des valeurs minimales/prix de référence sur une période de 18 mois avec effet à compter du 1er juillet 2001.

L'exposé des motifs de la réserve sus-formulée et la liste des articles concernés par ces valeurs minimales seront communiqués ultérieurement au Secrétariat de l'OMC.

Elle lui demande en conséquence, conformément aux dispositions de l'Accord de Marrakech en son Article IX paragraphe 2,b, de bien vouloir inscrire sa requête à l'ordre du jour du prochain Conseil des Marchandises.
